

Si vous avez des difficultés à visualiser cet email, [suivez ce lien](#)



N°50 - du 29 novembre 2024



ÉDITO

Pr Guillaume Beraud

PU-PH en maladies infectieuses
du CHU d'Orléans

Une réponse multicentrique !

Le Centre-Val de Loire est particulièrement exposé au VIH, car cette infection est largement sous-diagnostiquée, et la proportion de personnes ignorant leur séropositivité y est très élevée. Cette « épidémie silencieuse » influence la cinétique épidémique, car ces personnes non-diagnostiquées sont à l'origine d'une proportion importante des nouvelles infections, et donc responsables de l'augmentation du nombre de personnes vivant avec le VIH. Il existe pourtant des traitements fiables et efficaces qui bloquent la transmission du virus et empêchent les complications de la maladie.

Ce contexte épidémiologique doit nous interroger collectivement, car la faible densité médicale observée dans notre région participe au problème, mais elle n'explique pas tout. Les politiques de dépistage, qui reste le meilleur moyen de contrôler et de réduire la propagation de cette épidémie cachée, doivent être totalement repensées. Il faut diversifier et renforcer l'offre dans les territoires, mais aussi mieux communiquer sur les dispositifs comme « Mon test IST » (anciennement VIH Test), qui permet de se faire dépister gratuitement sans rendez-vous et sans ordonnance. Il faut également concentrer les actions de prévention sur les lieux de contamination et les publics les plus exposés. Rappelons-le : un patient dépisté et traité n'est plus contagieux !

La population générale doit aussi être sensibilisée et éduquée pour changer les représentations erronées du VIH. Il faudra impérativement adresser des messages circonstanciés aux publics visés via des canaux adaptés. Les jeunes, qui minimisent parfois le risque infectieux, sont des cibles prioritaires. Les personnes les plus éloignées du soin, par leur origine socio-culturelle, avec une pression sociale pouvant être un facteur dissuasif, doivent être davantage soutenues, accompagnées et encouragées à se faire dépister.

SOMMAIRE

L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Catherine Aumond, présidente par intérim du Corevih Centre-Val de Loire et présidente régionale de AIDES

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Loir-et-Cher : l'équipe Malala en aide aux femmes victimes de violences

ESAT Les Vallées : un modèle d'insertion des travailleurs handicapés

Loiret : les orthophonistes contre l'illettrisme

Cher : les PEP 18 dopent le dépistage des cancers auprès des travailleurs handicapés

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

EN BREF

Autonomie : l'Eure-et-Loir veut prévenir les chutes des seniors

Cher : deux jours d'exercice de crise à la centrale de Belleville

Le dépôt de plainte pour violences sera généralisé à l'hôpital

Grippe-Covid : la DGS invite à « redynamiser » la vaccination

EN PRATIQUE

Streptocoque : pas d'ibuprofène !

APPELS À PROJETS

AU PROGRAMME

Un forum sur les violences faites aux femmes à Vendôme

Etats généraux de la santé mentale à Blois

Une conférence sur l'IA en Santé à Orléans

Portes ouvertes au CAMSP de Blois

84 997 personnes ont initié une PrEP par Truvada® ou génériques en France

LA MÉTÉO SANITAIRE

Dengue : une hausse des signalements

Bronchiolite : le Centre-Val de Loire entre en phase épidémique

VOEUX DE LA DG ARS

Inscrivez-vous maintenant !

Journée régionale du Psychotraumatisme
Journée régionale de la FMPS à Orléans

LE COIN RH

Olivier Boyer, délégué régional de la FHF

Yann Galut, président de la FHF Centre-Val de Loire



L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Catherine Aumond

Présidente par intérim du COREVIH
Centre-Val de Loire et présidente
régionale de AIDES

**« L'offre de dépistage doit être plus ciblée, plus diversifiée
et plus accessible »**

En amont de la journée mondiale de lutte contre le Sida, Catherine Aumond propose des solutions concrètes pour réduire les incidences de cette pathologie, qui demeure très largement sous-diagnostiquée, notamment en Centre-Val de Loire. Elle revient également sur les missions exercées et les actions menées en région par le Corvih.

Prévention, dépistage, traitement... Quels sont les principaux enjeux en matière de lutte contre le VIH ?

Le dépistage précoce doit être la priorité des priorités. Le constat est largement partagé : les contaminations augmentent car de nombreuses personnes ignorent leur statut virologique et provoquent de nouvelles infections. Ces pertes de chance sont pourtant évitables. Il existe tout un arsenal de traitements efficaces, que ce soit pour prévenir ou contrôler la maladie, mais surtout pour bloquer la transmission du virus. Pour autant, il ne suffit pas seulement de dépister tous les porteurs du VIH. Il faut assurer un accès universel aux soins et aux traitements. Il faut aussi garantir un suivi régulier des patients diagnostiqués, ce qui pose un problème de fond pour des populations migrantes, qui sont aujourd'hui très concernées par l'épidémie. A ce jour, les personnes vivant avec le VIH vieillissent, ce qui est en soi une très bonne nouvelle, mais qui

soulève de nouveaux enjeux, notamment en matière de comorbidités associées. Des ajustements galéniques et des injections à durée d'action prolongée permettent d'alléger la charge thérapeutique, et contribuent à améliorer la qualité de vie et à réduire le risque médicamenteux, en diminuant par exemple le nombre de comprimés ou de molécules.

Quelle est la situation épidémiologique dans la région ? Quels sont les défis prioritaires ?

Notre région est concernée par une « épidémie cachée » qui se concentre essentiellement sur les trois départements ligériens. Elle se situe en troisième position du classement national, en termes de proportion de personnes vivant avec le VIH sans le savoir. Notre région est également marquée par de profondes inégalités d'accès aux soins, notamment en raison de sa démographie médicale déclinante. Notre premier défi sera donc de mieux inclure les médecins généralistes dans la prise en charge. Une évolution de cette ampleur nécessitera de mieux les informer, les former et les accompagner. Le Corvih fera tout son possible pour rassurer et outiller les praticiens, mais aussi pour encourager les patients à se faire suivre par leur médecin traitant, sachant qu'ils entretiennent des liens privilégiés avec leur infectiologue. Des actions spécifiques devront par ailleurs être menées pour soutenir les populations marginalisées. La coordination des soins sera un paramètre déterminant pour réduire l'incidence de cette pathologie encore très largement sous-diagnostiquée... et sous-dépistée.

Quelles sont vos recommandations pour améliorer le dépistage du VIH ?

Il ne s'agit pas de dépister plus, mais de dépister mieux ! Il faut impérativement déployer des actions circonstanciées auprès des deux catégories de population les plus exposées, soit les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes et les migrants subsahariens, dont la précarité aggrave la vulnérabilité. Les démarches dites « aller vers » et la répétition des tests peuvent résoudre une partie du problème, mais elles ne suffiront pas. Le changement passera nécessairement par une offre diversifiée, comme la mise à disposition en ligne d'autotests, garants de confidentialité et d'accessibilité, ou encore par une multiplication des points de dépistage, en particulier dans les territoires les plus reculés. Le dispositif « Mon test IST » est particulièrement pertinent, mais il est globalement méconnu des principaux intéressés. Une chose est sûre : la gratuité et l'accessibilité sont deux points importants sur lesquels il faut davantage communiquer.

« Le dépistage du VIH présente des bénéfices individuels et collectifs »

Comment communiquer efficacement auprès des publics ciblés ?

Il convient de lutter contre les préjugés et les idées reçues, mais également de changer les représentations sur le VIH. Il faut sensibiliser et éduquer pour éviter les discriminations et les stigmatisations. Il faut aussi informer plus largement les personnes concernées, tant sur les risques et les modes de transmission du virus que sur les moyens de traitement et de prévention existants, comme le [TPE](#) ou la [PrEP](#), qui peut être prescrite par les médecins généralistes. Le port du préservatif reste un moyen de prévention. Le recours au dépistage aussi. Ce geste, relativement simple, est très efficace pour enrayer la cinétique épidémique. Il comporte des

bénéfices individuels et collectifs majeurs. Une personne dépistée et traitée ne transmet plus la maladie. Si les actions correctives doivent être prioritairement fléchées vers les publics les plus exposés, la population générale ne doit pas être négligée. Il faut déployer des messages clés et utiliser des canaux adaptés en fonction des différentes cibles, notamment auprès des jeunes qui se sentent de moins en moins concernés par le risque de contamination. La culpabilisation ne marche pas. La situation exige une communication transparente et engageante. La tâche ne sera pas simple, mais elle est indispensable.

Quelles sont les initiatives menées dans la région ? Quel est le rôle du Corevih ?

Les Corevih sont des organismes régionaux chargés de coordonner les initiatives des différents acteurs impliqués dans la lutte contre le VIH et les IST. Notre structure est particulièrement active dans les domaines du soin et de la prévention, via des actions de formation et de communication, notamment durant la journée mondiale contre le Sida ou la semaine nationale de la santé sexuelle, en lien étroit avec notre agence de com qui relaie des messages ciblés, essentiellement sur les réseaux sociaux. Nous préparons également des recommandations de bonnes pratiques, issues des travaux scientifiques produits par des experts, que nous adaptons et diffusons pour faciliter le travail des professionnels sur le terrain ; nous procédons actuellement à la mise à jour des traitements recommandés chez les femmes enceintes séropositives. Outre nos fonctions de coordination et de communication, nous récoltons par ailleurs toutes les données relatives aux dépistages réalisés dans les territoires pour suivre les tendances épidémiques et améliorer le suivi des patients, avec le soutien de l'ARS Centre-Val de Loire.

NB : toutes les informations essentielles, dont les sites de dépistage existants, sont répertoriées sur le site du [Corevih Centre-Val de Loire](#).

VIH : enjeu mondial, priorité nationale

Une baisse mondiale des infections et des décès. Tel est le principal fait marquant du dernier [bilan annuel](#) publié il y a quelques jours par Onusida, qui salue un « niveau historiquement bas » permis par la prévention et les traitements de dernière génération. L'agence pointe néanmoins une hausse des contaminations dans vingt-huit pays, notamment en Europe de l'Est et au Moyen-Orient. Signe particulier : la France fait partie de cette "liste noire". Selon le dernier [bulletin thématique](#) publié par SpF, 5 500 personnes ont découvert leur séropositivité au VIH en 2023. Un chiffre qui « augmente de façon assez régulière » depuis la chute observée durant la pandémie de Covid-19. Autre caractéristique notable : 40 % des infections au VIH sont découvertes à un stade tardif. Pour inverser ces tendances morbides, les experts préconisent notamment de renforcer les politiques de dépistage et d'élargir l'accès aux traitements préventifs. Plus de 10 000 personnes ignoraient leur séropositivité en France.

NB : Onusida comptabilise 1,3 million de nouvelles contaminations et 630 000 décès dans le monde en 2023.



Vœux de la DG ARS le 9 janvier 2025 : abonnés de la Lettre Pro, inscrivez-vous maintenant !

Vous êtes de plus en plus nombreux à lire la Lettre Pro et nous en sommes ravis !

Pour vous remercier et faire plus ample connaissance, nous vous proposons de participer à la soirée des vœux de la Directrice générale de l'ARS qui se tiendra le jeudi 9 janvier à Orléans, de 18h30 à 20h30. Tous nos abonnés et lecteurs pourront s'inscrire : quelle que soit votre activité, votre profession, votre responsabilité dans le système de santé vous êtes le / la bienvenue ! Inscription obligatoire, dans la limite des places disponibles. Aucune invitation ne sera diffusée par mail ni par courrier aux acteurs du système de santé, inscription exclusivement via la Lettre.

[Pour s'inscrire, c'est ici.](#)

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Loir-et-Cher : l'équipe Malala en aide aux femmes victimes de violences



Le CH de Blois a annoncé, le 25 novembre dernier, le lancement de l'activité d'une

Loiret : les orthophonistes contre l'illettrisme



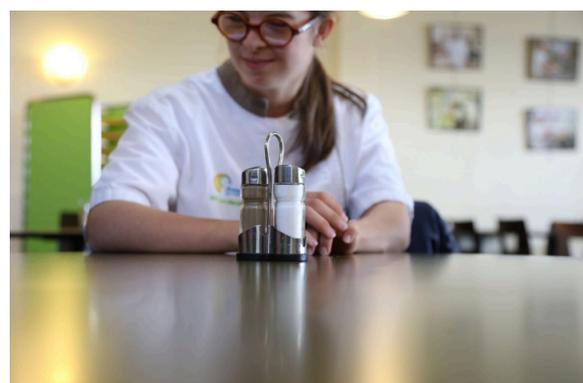
Le 19 novembre dernier, les bénévoles de l'association ESOP (Et Si les Orthophonistes Prévenaient) étaient présents dans les secteurs de la maternité et de la réanimation

équipe pluriprofessionnelle chargée d'accompagner toutes les femmes victimes de violences dans le Loir-et-Cher. Financée par l'ARS Centre-Val de Loire, cette équipe baptisée Malala, en hommage à la jeune militante pakistanaise lauréate, il y a dix ans, du prix Nobel de la paix, propose un accompagnement médical, médico-légal, social, psychique et juridique aux femmes victimes de violences. Cette équipe composée de deux sage-femmes, deux psychologues et deux assistantes sociales, toutes à mi-temps, ambitionne d'améliorer la détection, le signalement et la prise en charge des situations de violences dans les établissements de santé du territoire en animant un réseau de référents. « Nous recevrons les femmes en binôme, a confié Natacha Desson, sage-femme coordinatrice de l'équipe, à La Nouvelle République. Nous évaluons les besoins, proposons un suivi gynécologique, psychologique, une ou plusieurs séances, puis l'idée est de les réorienter vers des professionnels au plus près de chez elles, pour qu'il n'y ait pas d'engorgement ici. » Un répertoire des ressources sera mis en place pour les professionnels de santé, sociaux, juridiques et pour l'accompagnement des enfants, victimes collatérales des violences faites aux femmes. L'équipe Malala mènera aussi des actions de prévention et d'appui auprès des professionnels du territoire et de la population du Loir-et-Cher. Située au deuxième étage du bâtiment principal du Centre hospitalier Simone Veil de Blois, l'unité est ouverte de 9h30 à 17h du lundi au vendredi. Elle est joignable au 02 54 55 61 65 ou par mail à equipemalala@ch-blois.fr

ESAT : un modèle d'insertion des travailleurs handicapés

néonatale du CHU d'Orléans. Ils ont remis à tous les jeunes parents un ouvrage dans le cadre de l'action « Un bébé, un livre », organisée à l'occasion de la Journée nationale contre l'illettrisme. Cette opération, initiée depuis près de quinze ans par la Fédération nationale des orthophonistes (FNO) et labellisée par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), vise à sensibiliser les jeunes parents à l'éveil de la lecture et des mots, mais aussi aux thèmes liés à l'oralité. « Il est important d'amener le plus tôt possible le livre dans la famille et de raconter des histoires, observe Elise Carmès, orthophoniste à Veigné et présidente de l'association ESOP. Le livre aide l'enfant à développer son langage. Et bien parler est un prérequis à l'apprentissage de la lecture. » Cette opération est aussi l'occasion de faire passer des messages de prévention sur l'importance de ne pas exposer de jeunes enfants aux écrans, cette interférence pouvant entraîner des répercussions sur son développement. « La question des écrans est systématiquement abordée lorsque l'on reçoit un enfant avec sa famille », explique Elise Carmès. Les études montrent que les écrans contribuent aux difficultés de langage, plus particulièrement dans les milieux fragiles, et sont un facteur de risque supplémentaire de développer un trouble du langage, de la compréhension ou du raisonnement. »

Cher : les PEP 18 dopent le dépistage des cancers auprès des travailleurs handicapés



Le Centre régional et de coordination des dépistages des cancers de Centre-Val de



Comment améliorer l'intégration dans l'emploi des personnes en situation de handicap ?

Lors d'une soirée organisée au Nouvel Atrium de Saint-Avertin (Indre-et-Loire) le 21 novembre, à l'occasion de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, l'ESAT les Vallées de l'asso les Elfes avait convié le parapongiste Esteban Herrault et la philosophe Gabrielle Halpern. Devant 150 personnes, l'autrice de « Tous Centaures » (éditions Le Pommier) a développé la théorie de l'hybridation, selon laquelle il importe « non seulement d'inclure tous ceux qui sont différents, physiquement et mentalement, mais aussi de créer les conditions d'une rencontre permettant une métamorphose réciproque ». « Les entreprises du milieu ordinaire auraient intérêt à s'inspirer du modèle des Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) pour avoir une identité commerciale vertueuse », commente Aline Palleschi, directrice du Pôle Travail et Services Transversaux à l'ESAT Les Vallées, et par ailleurs référente handicap de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises d'Indre-et-Loire (CPME37). 80 % des entreprises sont des TPE et PME et ne peuvent pas bénéficier du levier financier à l'embauche de personnes handicapées. « Un des grands enjeux est d'accompagner ces entreprises qui ont envie d'employer les personnes en situation de handicap », explique Aline Palleschi. L'ESAT Les Vallées, accueille une centaine de travailleurs avec une déficience. « Nous accompagnons aussi des entreprises locales dans leur développement comme Tillstart qui transforme des vélos classiques en vélos d'appartement. Nous coconstruisons avec le

Loire (CRCDC-CVL) et les PEP18 ont noué un partenariat pour encourager le dépistage organisé des cancers auprès des travailleurs handicapés des sites des Etablissements ou service d'aide par le travail et entreprise adaptée (ESAT/EA) de Vierzon et de Saint-Doulchard. « Au second trimestre 2024, 14 ateliers d'apprentissages ludiques ont permis de sensibiliser 109 travailleurs en situation de handicap sur les dépistages organisés des cancers et de leur proposer les examens à ceux qui le désiraient », explique Aurélie Chanquoy, chargée de prévention en santé publique au CRCDC-CVL, dans le Cher. En définitive, 66 examens ont été demandés dans le cadre de ce partenariat : mammographies, kits de dépistage du cancer colorectal et frottis. Une sage-femme – financée par les PEP 18 – a réalisé une vingtaine de dépistages du cancer du col de l'utérus. Un pharmacien est venu remettre des kits de dépistage du cancer colorectal aux personnes qui en avaient fait la demande et aider au remplissage de la feuille d'identification. Sur 28 kits distribués, 16 ont été réalisés. Concernant le dépistage du cancer du sein, 15 rendez-vous de mammographie ont été pris dans un cabinet choisi par les femmes concernées. Ce type d'action auprès des personnes en situation de handicap est d'autant plus important que le taux de participation de ce public est de 8 à 14 points inférieur à celui de la population générale. Au regard du succès de cette initiative, le projet sera étendu prochainement sur les autres sites de Vaugues et de Vesdun.

client, pensons l'organisation des ateliers, l'adaptation des outils et des cadences. » Aline Palleschi est persuadée que le message positif développé par Gabrielle Halpern infuse progressivement. « Les systèmes hybrides sont riches pour la société comme pour les entreprises et permettent d'évoluer vers un modèle plus vertueux et inclusif », conclut-elle. En Centre-Val de Loire, le taux d'emplois des personnes handicapées dans les entreprises de la région est de 4,2 %, contre une moyenne nationale de 3,6 %.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

84 997

Au 30 juin 2023, 84 997 personnes avaient initié une PrEP par Truvada® ou génériques en France, dont 2 380 en région Centre-Val de Loire. Cela représente 670 initiateur.trice.s de plus qu'au 30 juin 2022 en Centre-Val de Loire, soit une augmentation de 15 % en un an.



LA MÉTÉO SANITAIRE



Dengue : une hausse des signalements

Depuis le 7 novembre, 11 signalements de dengue ont été transmis à la cellule de veille de l'ARS. Cette augmentation de signalement s'inscrit dans un contexte de reprise d'épidémie en Guadeloupe, de circulation confirmée du virus en Martinique : [Dengue aux Antilles. Point au 15 novembre 2024](#). Les symptômes évocateurs peuvent être source de confusion en métropole avec ceux de la grippe saisonnière ou du Covid-19. Aussi, face à un patient ayant séjourné en zone d'épidémie, un diagnostic biologique pour dengue est recommandé. Pour mémoire, la dengue est une maladie à déclaration obligatoire : Moustique tigre : professionnels, pour éviter les risques d'épidémies, [pensez à la dengue, au chikungunya et au Zika](#).

Bronchiolite : le Centre-Val de Loire entre en phase épidémique

Le nombre de passages aux urgences hospitalières et d'actes SOS Médecins pour bronchiolite ont été en forte hausse, en semaine S47, en Centre-Val de Loire. La région est entrée en phase épidémique comme six autres de l'Hexagone, mais aussi les Antilles et la Guyane.

Consultez le [bulletin régional](#) de situation épidémiologique produit par la Cellule régionale de Santé publique France en région Centre-Val de Loire.

Pour rappel, tout événement susceptible d'avoir un impact sur la santé de la population ou sur le fonctionnement de l'offre de soins doit faire l'objet d'un signalement à l'Agence régionale de santé. Le point focal régional, destiné aux professionnels, est joignable 24h/24 7j/7 au 02 38 77 32 10 et par mail à ars45-alerte@ars.sante.fr

EN BREF

Autonomie : l'Eure-et-Loir veut prévenir les chutes des seniors



Décidée à réduire le nombre des chutes des personnes âgées, responsables de plus de 5 500 hospitalisations et près de 200 décès des plus de 65 ans dans la région, l'ARS Centre-Val de Loire a entrepris, avec l'Equipe Régionale Vieillesse et Maintien de l'Autonomie basée au CHRU de Tours, de prendre cet enjeu de santé « à bras le corps ». Un vaste plan de prévention vise à réduire de 20 % les chutes des seniors. Il sera décliné dans les six départements de Centre-Val de Loire. Le 7 novembre dernier, l'Eure-et-Loir a été le premier département de la région à organiser, à Chartres une soirée de sensibilisation, d'information et de partage d'expériences sur ce sujet. A cette occasion, le Dr Natacha Michel, médecin gériatre à l'ERVMA, a présenté les principales causes des chutes sur lesquelles il importe d'agir. « Certains facteurs de risque sont liés à la sédentarité, notamment le fait de ne pas utiliser ses membres, sa force et de ne pas bouger suffisamment, a-t-elle expliqué à L'Echo Républicain. Nous

Le dépôt de plainte pour violences sera généralisé à l'hôpital



Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé plusieurs mesures pour renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes, lors d'une visite à la Maison des femmes de l'Hôtel-Dieu à Paris, le 25 novembre. Le dispositif permettant aux femmes victimes de violences de déposer plainte dans un hôpital doté d'un service d'urgences ou gynécologique sera étendu à 377 hôpitaux d'ici à la fin 2025. Chaque département sera doté d'une Maison des femmes avant la fin 2025 pour venir en aide aux victimes. « Ces mesures avaient déjà été annoncées », analyse auprès de la Lettre Pro, le Pr Pauline Saint-Martin, cheffe de l'Institut médico-légal et responsable de la Maison des femmes du CHRU de Tours. Le CHRU de Tours fait ainsi partie des établissements très en avance sur la prise en charge des femmes victimes de violences. « Il y a trois ans, le CHRU de Tours signait une convention avec le parquet, le conseil de l'Ordre des médecins, la préfecture, la gendarmerie et la police pour mettre en place un dispositif de recueil de plainte à l'hôpital. » Le médecin contacte le commissariat ou la

allons orienter les personnes fragiles vers davantage d'activité physique et notamment de l'activité physique adaptée. » Une attention particulière est également portée à l'alimentation pour s'assurer que les apports caloriques et en protéines sont suffisants, à l'aménagement des logements et à la lutte contre l'isolement. De même est-il fait très attention à la polymédication et au risque d'interaction médicamenteuse, pouvant être responsable de chutes. Le dispositif mis en place par la CPTS « Sud 28 » au sud du département autour de Châteaudun a été présenté comme exemplaire. Déployé avec le Conseil départemental et les pompiers (SDIS), il a permis que 78 % des personnes relevées par les pompiers ne fassent pas de nouvelles chutes !

Cher : deux jours d'exercice de crise à la centrale de Belleville



« EXERCICE. EXERCICE. EXERCICE ». Certains riverains de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher) ont reçu par SMS ces trois mots signifiant le début d'un exercice national de crise, les 21 et 22 novembre derniers, selon un scénario élaboré par l'IRSN et les équipes nationales d'EDF. Le jeudi 21 novembre 2024, 60 équipiers de crise EDF de la centrale, les équipiers de la Force d'action rapide du nucléaire (FARN) basée à Dampierre, les autorités et de nombreuses structures de l'Etat se sont entraînés dans la gestion d'une crise à dominante « sûreté nucléaire », précise EDF. Les acteurs tels que la préfecture du Cher, l'ASN et l'IRSN ont activé leurs centres de crise. Le lendemain,

gendarmerie qui met à disposition un officier de police judiciaire pour venir recueillir la plainte ou donner un rendez-vous rapidement à la victime. « De même, le recueil de preuves sans plainte des victimes, annoncé par Michel Barnier, est déjà effectué à l'IML depuis 2010 », observe le Pr Saint-Martin. Nous réalisons des prélèvements que nous gardons trois ans et qui peuvent être mis à disposition de la justice si la victime dépose plainte. » Une des grandes nouveautés annoncée par le chef du gouvernement concerne le remboursement par l'Assurance-maladie de kits de détection de soumission chimique « dans plusieurs départements », à titre expérimental et selon un calendrier et des modalités encore à définir. Ces kits de détection (tests urinaires) pourront être délivrés par les pharmaciens sur prescription médicale aux femmes qui pensent avoir été droguées. Cette mesure est une avancée, qui intervient au moment du procès de Mazan. « Quand une femme se présente aux urgences avec une suspicion de soumission chimique, il est crucial de réaliser des prélèvements le plus tôt possible, explique le Pr Saint-Martin. Plusieurs points devront être précisés sur la nature de ces kits mais aussi pour savoir qui va prescrire et que sera-t-il fait des résultats ? »

Grippe-Covid : la DGS invite à « redynamiser » la vaccination



Préoccupée par le faible démarrage de la campagne de vaccination antigrippale et contre le Covid depuis le 14 octobre, en net recul par rapport à l'an dernier, la Direction générale de la santé a lancé un rappel aux professionnels de santé, mercredi 27 novembre. Dans un DGS-Urgent, la DGS

l'exercice a davantage porté sur la « sécurité civile » par les services de l'Etat. « Le premier jour, l'objectif était de tester la chaîne d'alerte à tous niveaux (SDIS, forces de sécurité, services de l'Etat...) et de voir si l'info circulait bien », analyse Adèle Berrubé, responsable du département santé environnementale et déterminants de santé de l'ARS dans le Cher, qui a participé à l'exercice. Les établissements sanitaires du Cher, Bourges, Vierzon, Sancerre et Saint-Amand-Montrond, ont ainsi été très vite prévenus. Le second jour d'exercice de crise était préparé par la préfecture du Cher et a consisté à tester une chaîne de décontamination. Des pompiers, militaires ; les Smurs de Bourges et Vierzon ainsi qu'une cellule d'unité médico-psychologique, ont participé à cet exercice. L'IRSN a déployé un hélicoptère pour effectuer des mesures de contamination de l'air et ainsi établir une carte des pollutions. L'ARS est quant à elle tenue, en cas d'accident nucléaire, d'identifier les captages d'eau qui pourraient avoir été contaminés. Un retour d'expérience est prévu très prochainement.

invite les médecins, infirmiers, sage-femmes et pharmaciens à se mobiliser « pour rappeler l'importance de la vaccination ».

« L'engagement de tous les acteurs du système de santé est nécessaire pour protéger les personnes à risque et des actions complémentaires de sensibilisation doivent être engagées pour redynamiser la vaccination grippe et Covid-19 auprès du grand public », affirme la DGS, rappelant « l'intérêt de la double vaccination pour les plus fragiles ». L'Assurance Maladie va d'ailleurs rediffuser, en décembre, sa campagne d'incitation à la double vaccination : « Ne choisissez pas, faites-vous vacciner contre la grippe ET contre le Covid-19 ». Sans attendre les fêtes, la DGS invite les professionnels concernés à anticiper et à « réaliser les commandes de vaccins nécessaires pour renforcer la vaccination, y compris la vaccination pédiatrique qui doit être facilitée, également en officine, et à tenir compte du calendrier de commandes et de livraison pour la fin d'année. »

EN PRATIQUE

Streptocoque : pas d'ibuprofène !

Dans un contexte de recrudescence des cas d'infections à streptocoque A, notamment d'infections graves chez l'enfant, il est important de privilégier l'utilisation du paracétamol en cas de douleur et/ou de fièvre, notamment en cas d'infection courante comme une angine, une rhinopharyngite, une otite, une toux, une infection pulmonaire, une lésion cutanée ou la varicelle, en particulier en automédication, rappelle le Réseau français des centres régionaux de pharmacovigilance (RFCRPV). L'OMÉDIT et le Centre régional de pharmacovigilance de Centre-Val de Loire ont récemment édité une affiche pour rappeler cette règle. Ils invitent à ne pas consommer d'anti-inflammatoires commercialisés comme antalgique contenant de l'ibuprofène, du kétoprofène ou du fénoprofène en cas de pharyngite, angine streptococcique, varicelle, zona, infection pulmonaire avec fièvre, toux, scarlatine ou infection cutanée.

APPELS À PROJETS

Renouvellement de la reconnaissance contractuelle des lits identifiés en soins palliatifs (LISP) pour les établissements de soins médicaux et de réadaptation (SMR)

La DRAC et l'ARS Centre-Val de Loire renouvellent leur appel à candidatures pour l'année 2025

Santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie

INCA - Appel à projets 2025 - Plan Zéro Exposition / Réduire les expositions dans les établissements accueillant des jeunes

AU PROGRAMME

Un forum sur les violences faites aux femmes à Vendôme

Le **2 décembre**, à partir de 14h, le Contrat local de santé (CLS) du Pays vendômois organise un forum sur la « Santé des femmes » dans la salle des fêtes de Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher) visant à « sensibiliser, prévenir, et se reconstruire après des violences ». A l'occasion de cet événement organisé dans le cadre de la Quinzaine de lutte contre les violences faites aux femmes, un ciné-débat sera organisé après la projection du film "Touchées" réalisé par Alexandra Lamy, adapté d'une BD de Quentin Zutton.

Etats généraux de la santé mentale à Blois

Le **4 décembre**, de 8h30 à 17h, la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie du Centre-Val de Loire organise à la Halle aux grains de Blois les Etats généraux de la santé mentale, en partenariat avec l'ARS. Les enjeux prioritaires de notre région seront abordés, et des réflexions seront menées sur la manière d'organiser les parcours de santé mentale des jeunes de 0 à 25 ans dans un contexte de pénurie de professionnels. [Inscription via ce lien](#)

Une conférence sur l'IA en Santé à Orléans

Le **4 décembre**, de 19h à 21h, le CHU d'Orléans organise dans l'amphithéâtre J. Guillemeau une conférence consacrée à l'impact de l'IA sur la médecine moderne. Le Pr Guillaume Béraud (PU-PH Maladies infectieuses) au CHU, Matthieu Exbrayat,

Portes ouvertes au CAMSP de Blois

Le **5 décembre**, entre 9h30 et 18h, à l'occasion du 25e anniversaire du Centre d'action médico-sociale précoce (CAMPS), le Centre hospitalier de Blois organise une journée portes ouvertes. Inscription par mail à sec.camsp@ch-blois.fr ou par téléphone au 02 54 55 67 20.

Journée régionale du Psychotraumatisme

Le **5 décembre**, l'Association Tourangelle Promotion Recherche Enseignement Psychiatrie Santé Mentale organise la journée régionale du Psychotraumatisme à la Faculté de droit de Tours, sur le thème des thérapies de groupe. [Inscription payante \(35 euros\) via ce lien](#)

Journée régionale de la FMPS à Orléans

Le **6 décembre**, de 9h à 18h, la Fédération des maisons et équipes de santé (FMPS) du Centre-Val de Loire organise à Orléans une journée régionale ouverte à tous les professionnels de santé de la région. L'occasion d'échanger lors d'ateliers sur les nouveaux métiers, les protocoles de coopération, la prévention et prise en charge du handicap en MSP. Une soirée avec DJ et buffet dinatoire ponctuera cette rencontre. Inscription obligatoire sur ce lien. [Inscription via ce lien](#)

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre Pro en écrivant à

ARS-CVL-COMMUNICATION@ars.sante.fr

vice-président délégué au numérique et à la pédagogie innovante à l'université d'Orléans, Stéphanie Mauclair, maître de conférences en droit privé et Marie Hénault, chargée d'accompagnement en ingénierie pédagogique et scientifique à l'Université d'Orléans prendront part au débat. Entrée gratuite et ouverte à tous.

LE COIN RH

NOMINATION



Olivier Boyer, délégué régional de la FHF Centre-Val de Loire

Le directeur général du CHU d'Orléans, Olivier Boyer, a été élu, vendredi 22 novembre dernier, délégué régional de la Fédération hospitalière de France (FHF) en Centre-Val de Loire. « Dans cette fonction, je devrai assurer la cohésion de tous les établissements adhérents de la FHF régionale, de la petite maison de retraite au CHU », confie Olivier Boyer à la Lettre Pro. La Fédération régionale a recruté deux permanentes, chevilles ouvrières de son organisation, et a ouvert un grand nombre de commissions (offre de soins, formation, RH, affaires médicales, médico-sociale...) « pour avancer sur les projets ». « Plusieurs défis se présentent à nous, en premier lieu de continuer d'assurer la meilleure prise en charge des soins de la population, et de veiller à l'offre de soins dans les secteurs médical et médico-social, dans un contexte de tension budgétaire forte. » Maintenant que la région compte deux CHU avec Tours et Orléans qui a soufflé sa première bougie, l'un des objectifs sera de former plus de médecins et surtout de les garder, conclut Olivier Boyer.



Yann Galut, président de la FHF Centre-Val de Loire

Le maire de Bourges, Yann Galut, a été élu président de la Fédération hospitalière de France Centre-Val de Loire. Président du conseil de surveillance de l'hôpital Jacques-Cœur de Bourges, il prend la succession de Marc Gricourt (maire PS de Blois), qui était à la tête de l'antenne régionale de la FHF depuis 2014.

LA SANTÉ RECRUTE



Chargé de mission Ségur numérique en santé

Référent territorial prévention et promotion de la santé - personnes en difficultés spécifiques

Chef de projet performance des établissements de santé H/F - Orléans

Cadre de santé formateur/trice IF Santé Chartres

Sage-femme à Pithiviers, MSP du Grand Saint Laurent

Médecin généraliste au centre de santé municipal de Saint Pierre des Corps

Medecins généraliste a la MSP de Villefranche sur Cher

Directeur Pôle hébergement permanent - Fondettes

S'abonner à la Lettre
Pro ARS Centre-Val
de Loire

Consulter les Lettres
Pro précédentes

Proposer un sujet,
un événement, une
offre d'emploi...



La Lettre Pro - 50 du 29 novembre 2024
Directrice de la publication : Clara de Bort
Réalisation / rédaction : Communication ARS Centre-Val de Loire
Crédit photos : ARS Centre-Val de Loire

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)